

Gérard INDEKEU
Dimitri CLEENEWERCK de CRAYENCOUR

NOTAIRES ASSOCIES
GEASSOCIEERDE NOTARISSEN
Avenue Louise, 126 à 1050 Bruxelles – Louizalaan, 126 te 1050 Brussel
Numéro d'entreprise (Bruxelles)
0890.388.338

ETUDE NOTARIALE
NOTARISKANTOOR

Tel : 02/647.32.80 Fax : 02/649.28.43
Email : societes.administration@gerard-indekeu.be

TEMPORA

Société Anonyme
Rue des Anciens Etangs numéros 44-46
à Forest (1190 Bruxelles)

RPM (Bruxelles) – 0465.174.782



Statuts coordonnés au 19 novembre 2021

CONSTITUEE

aux termes d'un acte reçu par Maître Edwin VAN LATHEM, Notaire à Bruxelles, le trente et un décembre mil neuf cent nonante-huit, publié aux annexes du Moniteur Belge le seize janvier suivant sous le numéro 375 ;

DONT LES STATUTS ONT ÉTÉ MODIFIÉS DEPUIS LORS

aux termes d'un acte reçu par Maître Gérard INDEKEU, Notaire associé à Bruxelles, le dix-neuf décembre deux mil sept, publié aux annexes du Moniteur Belge du cinq mars deux mil huit sous le numéro 0035594 ;

aux termes d'un acte reçu par Maître Gérard INDEKEU, Notaire associé à Bruxelles, le vingt-huit juin deux mil dix, publié aux annexes du Moniteur Belge du quatorze octobre suivant sous le numéro 0150682 ;

aux termes d'un acte reçu par Maître Gérard INDEKEU, Notaire associé à Bruxelles, le dix-sept mai deux mil onze, publié aux annexes du Moniteur Belge du vingt-neuf juin suivant sous le numéro 0096847 ;

aux termes d'un acte reçu par Maître Gérard INDEKEU, Notaire à Bruxelles, le vingt septembre deux mil onze, publié aux annexes du Moniteur Belge sous le numéro 2011-06-29/0096847 ;

aux termes d'un acte reçu par Maître Dimitri CLEENEWERCK de CRAYENCOUR, Notaire à Bruxelles, le vingt-cinq juin deux mil quinze, publié aux annexes du Moniteur Belge sous le numéro 2015-07-17/0103097 ;

aux termes d'un acte reçu par Maître Gérard INDEKEU, Notaire à Bruxelles, le huit septembre deux mil seize, publié aux annexes du Moniteur Belge sous le numéro 2016-09-26/0132091 ;

aux termes d'un acte reçu par Maître Dimitri CLEENEWERCK de CRAYENCOUR, Notaire à Bruxelles, le dix-sept juillet deux mil vingt, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt-six août suivant sous le numéro 0098038 ;

aux termes d'un acte reçu par Maître Dimitri CLEENEWERCK de CRAYENCOUR, Notaire Associé à Bruxelles, en date du douze mai deux mil vingt et un, publié aux Annexes du Moniteur belge du dix-huit juin suivant sous le numéro 0072414 ;

aux termes d'un acte reçu par Maître Dimitri CLEENEWERCK de CRAYENCOUR, Notaire Associé à Bruxelles, en date du dix-neuf novembre deux mil vingt et un, en cours de publication aux Annexes du Moniteur Belge.

CHAPITRE PREMIER - CARACTERE DE LA SOCIETE

ARTICLE 1 – DENOMINATION

La société a adopté la forme juridique de société anonyme.

Elle est dénommée "TEMPORA".

ARTICLE 2 - SIEGE

Le siège est établi en Région de Bruxelles-Capitale.

Il pourra être transféré partout ailleurs en Région de Bruxelles-Capitale ou en Région Wallonne, par simple décision de l'organe d'administration. Ce transfert sera publié aux Annexes du Moniteur belge.

Des sièges administratifs peuvent être créés, en Belgique ou à l'étranger, par décision de l'organe d'administration.

ARTICLE 3 – OBJET

La société a pour objet :

- le développement de toute activité culturelle, tant en Belgique qu'à l'étranger et, notamment, la conception, l'organisation, la réalisation et la production de manifestations diverses (expositions, événements, salons, réceptions);
- la conception, la réalisation, la production et l'animation d'émission télévisées et de films;
- la promotion, la production, la conception, la formation et la diffusion en matière technique de spectacles et de communications;
- la promotion, la production et la prestation artistiques diverses;
- la conception de campagne promotionnelle et publicitaire;
- la conception, la production, la diffusion et la commercialisation du merchandising de manifestations diverses;
- le montage et le démontage de décors et stands de toute nature: atelier de fabrication de décors et stands de toute nature, ensemble des prestations et des travaux de construction nécessaires à la réalisation des divers projets;
- les transactions immobilières diverses liées, directement ou indirectement, à l'objet de la société;
- la déclinaison des événements et actions culturelles sous toutes formes possibles (livres, magazines, CD-ROM, livres d'enfants, etc.);
- les activités de toute la chaîne de production graphique.

Et plus généralement, la société pourra s'intéresser et entreprendre, tant en Belgique qu'à l'étranger, à toutes opérations industrielles, commerciales et financières, tant mobilières qu'immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet de la société ou de nature à favoriser celui-ci.

ARTICLE 4 - DUREE

La société est constituée pour une durée illimitée, à compter du trente et un décembre mille neuf cent nonante huit.



CHAPITRE DEUX - FONDS SOCIAL

ARTICLE 5 – CAPITAL

Le capital est fixé à la somme de quatre millions six cent trente-sept mille cinq cent cinquante et un euros vingt cents (4.637.551,20 €), représenté par quatre-vingt-quatre mille cent soixante-quatre (84.164) actions, sans désignation de valeur nominale représentant chacune un/quatre-vingt-quatre mille cent soixante-quatrième (1/84.164ème) du capital.

ARTICLE 6 – HISTORIQUE DU CAPITAL

A la constitution de la société (acte du Notaire Edwin Van Laethem), le capital social s'élevait à BEF 7.000.000,-, intégralement libérés à la souscription, partie par apports en espèces, partie par apports en nature.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du dix-neuf décembre deux mille sept (acte du Notaire Gérard Indekeu), le capital a été porté à EUR. 675.000,-. L'augmentation de capital d'EUR. 501.474,53 a été intégralement libérée en espèces à la souscription.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire du vingt-huit juin deux mille dix (acte du Notaire Gérard Indekeu), le capital a été porté à EUR. 1.000.000,-. L'augmentation de capital d'EUR. 325.000,- a été intégralement libérée en espèces à la souscription.

En date du vingt septembre deux mil onze, il a été décidé d'augmenter le capital à concurrence de septante-cinq mille euros (75.000,00 €) pour le porter à un million septante-cinq mille euros (1.075.000,00 €), suite à un apport en espèces, par un actionnaire, d'un montant total de septante-cinq mille euros (75.000,00 €) intégralement libéré, avec création de deux mille cinq cents (2.500) actions de catégorie A, identiques aux actions de catégorie A existantes, donnant droit au même droit de vote à l'assemblée générale et participant aux bénéfices prorata temporis.

En date du vingt-cinq juin deux mil quinze, il a été décidé de supprimer les catégories d'actions A et B et ensuite d'augmenter le capital, à deux reprises en espèces et par incorporation du compte prime d'émission à concurrence d'un montant total de trois cent mille euros (300.000,00 €) pour le porter à un million trois cent septante-cinq mille euros (1.375.000,00 €), suite à un apport en espèces, par un tiers non actionnaire, d'un montant total de trois cent mille euros (300.000,00 €) intégralement libéré, avec création de 4.623 actions, identiques aux actions existantes, donnant droit au même droit de vote à l'assemblée générale et participant aux bénéfices prorata temporis.

En date du huit septembre deux mil seize, il a été décidé d'augmenter le capital, à deux reprises en espèces et par incorporation du compte prime d'émission à concurrence d'un montant total de trois cent mille euros (300.000,00 €) pour le porter à un million six cent septante-cinq mille euros (1.675.000,00 €), suite à un apport en espèces, par un tiers non actionnaire, d'un montant total de trois cent mille euros (300.000,00 €) intégralement libéré, avec création de 4.624 actions, identiques aux actions existantes, donnant droit au même droit de vote à l'assemblée générale et participant aux bénéfices prorata temporis.

En date du dix-sept juillet deux mil vingt, il a été décidé d'augmenter le capital à concurrence de 697.839,76 euros pour le porter de 1.675.000,00 euros à 2.372.839,76 euros par apports en numéraire, par sept tiers non actionnaires, d'un montant total de 1.499.889,74 euros, avec création de 19.406 actions, sans désignation de valeur nominale, la différence entre le montant de l'augmentation de capital et le montant de la souscription, soit 802.049,98 euros, ayant été affectée à un compte indisponible dénommé "prime d'émission".

Il a ensuite été décidé d'augmenter le capital à concurrence de 802.049,98 euros pour le porter de 2.372.839,76 euros à 3.174.889,74 euros, sans création de nouvelles actions, par

incorporation au capital de la totalité de la "prime d'émission" d'un montant de 802.049,98 euros.

En date du douze mai deux mil vingt et un, il a été décidé d'augmenter le capital à concurrence de cent cinquante-cinq mille cinq cent quatre-vingt-sept euros septante-quatre cents (155.587,74 €) pour le porter à trois millions trois cent trente mille quatre cent septante-sept euros quarante-huit cents (3.330.477,48 €) par apport en numéraire d'un montant total de deux cent quarante-neuf mille neuf cent cinquante-cinq euros quatre-vingt-six cents (249.955,86 €), avec création de trois mille deux cent trente-quatre (3.234) actions, sans désignation de valeur nominale, identiques aux actions existantes, donnant droit au même droit de vote à l'assemblée générale et participant aux bénéfices prorata temporis.

La différence entre le montant de l'augmentation de capital qui précède et le montant de la souscription, soit nonante-quatre mille trois cent soixante-huit euros douze cents (94.368,12 €), a été affecté à un compte indisponible dénommé "prime d'émission".

Il a ensuite été décidé d'augmenter le capital à concurrence de nonante-quatre mille trois cent soixante-huit euros douze cents (94.368,12 €) pour le porter à trois millions quatre cent vingt-quatre mille huit cent quarante-cinq euros soixante cents (3.424.845,60 €), sans création de nouvelles actions, par incorporation au capital de la totalité de la "prime d'émission" d'un montant de nonante-quatre mille trois cent soixante-huit euros douze cents (94.368,12 €).

En date du dix-neuf novembre deux mil vingt et un, il a été décidé d'augmenter le capital à concurrence de sept cent trente-neuf mille quatre cent vingt-neuf euros douze cents (739.429,12 €) pour le porter à quatre millions cent soixante-quatre mille deux cent septante-quatre euros septante-deux cents (4.164.274,72 €) par apports en numéraire d'un montant total d'un million deux cent douze mille sept cent cinq euros soixante cents (1.212.705,60 €), avec création de quatorze mille neuf cent quarante-quatre (14.944) actions, sans désignation de valeur nominale, identiques aux actions existantes, donnant droit au même droit de vote à l'assemblée générale et participant aux bénéfices prorata temporis.

La différence entre le montant de l'augmentation de capital qui précède et le montant de la souscription, soit quatre cent septante-trois mille deux cent septante-six euros quarante-huit cents (473.276,48 €), a été affecté à un compte indisponible dénommé "prime d'émission".

Il a ensuite été décidé d'augmenter le capital à concurrence de quatre cent septante-trois mille deux cent septante-six euros quarante-huit cents (473.276,48 €) pour le porter à quatre millions six cent trente-sept mille cinq cent cinquante et un euros vingt cents (4.637.551,20 €), sans création de nouvelles actions, par incorporation au capital de la totalité de la "prime d'émission" d'un montant de quatre cent septante-trois mille deux cent septante-six euros quarante-huit cents (473.276,48 €).

ARTICLE 7 - CAPITAL AUTORISE, EMPRUNT CONVERTIBLE ET DROITS DE SOUSCRIPTION

Dans le respect des prescrits légaux, l'assemblée générale peut déléguer au conseil d'administration la réalisation d'augmentations de capital, et/ou l'émission d'obligations convertibles, et/ou de droits de souscription.

CHAPITRE TROIS - DES ACTIONS ET DE LEUR TRANSMISSION

ARTICLE 8 - NATURE DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.



Il est tenu au siège un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance.

Toute cession d'actions et/ou de tous droits détachables ou autonomes permettant d'acquérir des actions (ci-après "les actions") – à titre gratuit ou onéreux et quelles qu'en soient les modalités, en ce compris les apports en société, fusions, scissions, apports d'universalité ou branches d'activité – ne deviendra effectif qu'au moment de l'inscription de ladite mutation dans le registre des actionnaires nominatifs.

Le conseil d'administration peut décider que le registre sera tenu sous la forme électronique.

ARTICLE 9 - INDIVISIBILITE DES TITRES

Les titres sont indivisibles à l'égard de la société.

S'il y a plusieurs propriétaires d'un titre, la société peut suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire du titre.

En cas de démembrement du droit de propriété des actions, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

ARTICLE 10 - CESSION D' ACTIONS

Toute cession d'actions est soumise aux modalités fixées dans la convention d'actionnaires.

CHAPITRE QUATRE - ADMINISTRATION ET CONTROLE

ARTICLE 11 - COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un conseil d'administration composé au moins du nombre minimum d'administrateurs requis par la loi ; actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée générale des actionnaires, et en tout temps révocables par elle. Lorsqu'une personne morale assume un mandat de membre d'un organe d'administration, elle désigne une personne physique comme représentant permanent chargé de l'exécution de ce mandat au nom et pour le compte de cette personne morale. Ce représentant permanent doit satisfaire aux mêmes conditions que la personne morale et encourt solidairement avec elle les mêmes responsabilités civiles et pénales, comme s'il avait exercé ce mandat en son nom et pour son compte. Le représentant permanent ne peut siéger au sein de l'organe concerné ni à titre personnel ni en qualité de représentant d'une autre personne morale administrateur. La personne morale ne peut mettre fin à la représentation permanente sans avoir désigné simultanément un successeur.

ARTICLE 12 - PRESIDENCE

Le conseil d'administration peut élire parmi ses membres un président.

ARTICLE 13 - REUNIONS

Le conseil se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président – ou en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, de l'administrateur qui le remplace – chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou à la demande d'un administrateur.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Si tous les membres du conseil sont présents ou représentés, il n'y a pas lieu de justifier d'une convocation préalable. La présence d'un administrateur à une réunion couvre l'éventuelle irrégularité de la convocation et emporte dans son chef renonciation à toute plainte à ce sujet.

Le conseil d'administration peut arrêter un règlement d'ordre intérieur fixant la manière dont il exercera tout ou partie des compétences qui lui sont reconnues par la loi ou les statuts, notamment en ce qui concerne ses règles de délibération.

ARTICLE 14 - DELIBERATIONS

Le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente et/ou représentée.

Tout administrateur peut donner à un de ses collègues, par écrit ou par tout autre moyen de communication ayant un support matériel, mandat pour le représenter à une réunion déterminée du conseil d'administration et y voter en ses lieux et place. Le délégant sera dans ce cas réputé présent. Aucun délégué ne peut ainsi représenter plus de deux administrateurs.

Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix, sans tenir compte des abstentions.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion n'est pas prépondérante.

Les décisions du Conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit.

ARTICLE 15 - PROCES-VERBAUX

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées dans des procès-verbaux signés par la majorité des membres présents.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux administrateurs ou par un administrateur-délégué.

ARTICLE 16 - POUVOIRS DU CONSEIL

Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception de ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

ARTICLE 17 - GESTION JOURNALIERE

Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société, ainsi que de la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion :

- Soit à un ou plusieurs de ses membres, qui agissent chacun individuellement, conjointement ou collégalement, et qui porte(nt) le titre d'administrateur(s)-délégué(s);
- Soit à une ou plusieurs délégués choisis hors de son sein, qui agissent chacun individuellement, conjointement ou collégalement.

Le conseil d'administration est chargé de la surveillance de l'organe de gestion journalière. La gestion journalière de la société comprend tous les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de la société ainsi que les actes et les décisions qui en raison de l'intérêt mineur qu'ils représentent ou en raison de leur caractère urgent ne justifient pas l'intervention de l'organe d'administration.

Les restrictions apportées au pouvoir de représentation de l'organe de gestion journalière ne sont pas opposables aux tiers, même si elles sont publiées.

ARTICLE 18 - INDEMNITES

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, le mandat d'administrateur est gratuit. Le Conseil d'administration peut accorder aux administrateurs et directeurs, chargés de fonctions ou de missions spéciales, des indemnités à charge des comptes de résultats

ARTICLE 19 – TANTIEMES ET JETONS DE PRESENCE

L'assemblée générale ordinaire peut décider d'octroyer des tantièmes à tout ou partie des membres du conseil d'administration, voire même à certains managers, et ce, pour autant que 1) l'exercice social sur lequel seraient imputés ces tantièmes dégage un bénéfice suffisant pour que l'attribution de ces tantièmes ne supprime pas cette situation bénéficiaire, et 2) qu'à la date de clôture de l'exercice social impacté par ces tantièmes, ceux-ci n'excèdent pas les bénéfices distribuables tels que définis par la Code des Sociétés. L'assemblée générale peut déléguer l'application pratique de sa décision d'octroi de tantièmes à un organe adéquat de la société.

La décision d'octroyer des jetons de présence aux membres du conseil d'administration et la fixation de leurs montants est aussi du ressort de l'assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 20 - CONTROLE

La surveillance de la société se fera conformément à la loi.

ARTICLE 21 - REPRESENTATION - ACTES ET ACTIONS JUDICIAIRES

La société est représentée dans tous les actes, y compris ceux où interviennent un fonctionnaire public ou un officier ministériel et en justice :

- soit par deux administrateurs agissant conjointement, lesquels ne doivent pas justifier d'une délibération préalable du Conseil envers les tiers;
- soit, dans les limites de la gestion journalière, par chaque délégué à cette gestion, agissant seul.

Elle est en outre valablement engagée par des mandataires spéciaux dans les limites de leurs mandats.

CHAPITRE CINQ - ASSEMBLEES GENERALESARTICLE 22 - ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle se réunit le deuxième mardi du mois de juin à dix-huit heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable qui suit, autre qu'un samedi, à la même heure.

Les assemblées générales se tiennent au siège ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

ARTICLE 23 - CONVOCATIONS

L'assemblée générale, tant annuelle qu'extraordinaire, se réunit sur la convocation du Conseil d'administration ou du ou des commissaires.

Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont faites conformément aux prescrit légal. Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

ARTICLE 24 - ADMISSION A L'ASSEMBLEE

Les convocations peuvent prescrire que, pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives doivent, dans le délai prévu à la convocation, informer par un écrit (lettre ou procuration), le Conseil d'administration de leur intention d'assister à l'assemblée et indiquer le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote.

Les obligataires et les titulaires d'un droit de souscription peuvent assister à l'assemblée, mais avec voix consultative seulement, et ce pour autant qu'ils aient effectué les formalités prescrites aux alinéas qui précèdent.

ARTICLE 25 - REPRESENTATION

Tout propriétaire de titre peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire, actionnaire ou non, pourvu qu'il ait accompli les formalités éventuellement requises par le Conseil d'administration pour être admis à l'assemblée.

Les copropriétaires, les créanciers et détenteurs gagistes, doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne.

Les actionnaires peuvent participer à distance à l'assemblée générale par l'intermédiaire d'un moyen de communication électronique mis à la disposition par la société. Les actionnaires qui participent par cette voie à l'assemblée générale sont réputés présents à l'endroit où l'assemblée générale se tient pour le respect des conditions de quorum et de majorité. Les membres du bureau de l'assemblée générale, les administrateurs et le commissaire ne peuvent pas assister par voie électronique à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration est habilité à établir un règlement interne qui fixera le déroulement concret et les modalités techniques de cette participation à distance. Ce règlement devra notamment fixer :

- les modalités suivant lesquelles la qualité d'actionnaire est contrôlée et garantie;
 - les modalités suivantes lesquelles l'identité de la personne désireuse de participer à l'assemblée est contrôlée et garantie;
 - les modalités suivant lesquelles il est constaté qu'un actionnaire participe à l'assemblée générale grâce au moyen de communication électronique et peut dès lors être considéré comme présent;
 - les procédés techniques à mettre en œuvre pour permettre aux actionnaires de prendre connaissance, de manière directe, simultanée et continue aux discussions au sein de l'assemblée et d'exercer leur droit de vote;
 - les procédés techniques aptes à garantir la sécurité de la communication électronique.
- Les procédures établies par ce règlement devront être reprises de manière claire et précise dans les convocations.

ARTICLE 26 - BUREAU

Toute assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration ou à défaut par un administrateur délégué ou, à défaut encore, par le plus âgé des administrateurs.

Le président peut désigner un secrétaire. L'assemblée peut choisir un ou plusieurs scrutateurs parmi les actionnaires.

ARTICLE 27 - DROIT DE VOTE

Chaque action donne droit à une voix, sous réserve des dispositions légales.

Pour être adoptées les modifications des statuts devront obtenir outre la majorité spéciale prévue par la loi.

Les actionnaires peuvent, à l'unanimité, prendre par écrit toutes les décisions qui relèvent du pouvoir de l'assemblée générale, à l'exception de celles qui doivent être reçus par acte authentique. Dans ce cas, les formalités de convocation ne doivent pas être accomplies.

CHAPITRE SIX - ECRITURES SOCIALES - COMPTES ANNUELS

ARTICLE 28 - ECRITURES SOCIALES

L'exercice social commence le premier janvier et se clôture le trente et un décembre de chaque année.

A cette dernière date, les écritures sociales sont arrêtées et le Conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément aux dispositions légales en la matière; elle soumet ces documents aux délibérations des actionnaires à l'assemblée ordinaire.

ARTICLE 29 - ACOMPTES SUR DIVIDENDES

Le conseil d'administration pourra dans le respect du prescrit légal décider d'octroyer des acomptes sur dividendes.

CHAPITRE SEPT - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 30 - LIQUIDATION

En cas de liquidation, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour choisir le ou les liquidateurs et déterminer leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

CHAPITRE HUIT - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 31 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, obligataire, administrateur, commissaire, directeur ou liquidateur domicilié à l'étranger, doit élire domicile en Belgique. Il notifie cette élection de domicile à la société par lettre recommandée ou exploit d'huissier. A défaut, il est censé avoir élu domicile au siège où toutes les communications, sommations, assignations, significations, peuvent lui être valablement faites.

ARTICLE 32 - DROIT COMMUN

Les actionnaires entendent se conformer entièrement à la législation en vigueur en Belgique et plus spécifiquement au Code des sociétés et associations. En conséquence, les dispositions de cette législation auxquelles il n'est pas licitement dérogé par les présents statuts sont réputées inscrites aux présents statuts et les clauses qui seraient contraires aux dispositions impératives de cette législation sont censées non écrites.

POUR COORDINATION CONFORME



[Handwritten signature in blue ink]

TEMPORA SA

Coordination des statuts en date du 19 novembre 2021